

Création d'un emploi nouveau d'au moins 0,5 ETP sur deux ans ? oui non

Si création d'emploi, quand l' (les)embauche(s) est (sont)-elle(s) prévue(s) ? |_|_|_|/|_|_|_|/ 2 0 |_|_|_|

Justification de la demande de bonification du taux d'aide pour création d'emploi :

Si votre projet concerne un équipement et/ou du matériel, est-ce du renouvellement ? oui non

Si oui, fournir les arguments permettant de justifier que ce n'est pas du renouvellement à l'identique (gain technique, augmentation de capacité, ...)

c) Données sur le projet d'investissement :

Engagement dans une démarche qualité (PEFC...) : *(La marque Normandie Bois Buche est considérée comme une démarche de qualité) Précisez.*

Investissement permettant d'améliorer l'hygiène et la sécurité des chantiers : *Précisez*

Votre projet possède-t-il des caractéristiques permettant de réduire leur impact sur l'environnement (de type pneus basse pression, câble sur débusqueur, etc) ? Précisez ici...

c) Calendrier prévisionnel du projet

Date prévisionnelle de début de projet : |_|_|_|/|_|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année)

Année de(s) investissement(s)	Dépense prévisionnelle correspondante (€ HT)
	= _ _ _ _ _ _ , _ _
	= _ _ _ _ _ _ , _ _
	= _ _ _ _ _ _ , _ _
TOTAL des dépenses prévues	= _ _ _ _ _ _ , _ _

Date prévisionnelle de fin de projet : |_|_|_|/|_|_|_|/ 2 0 |_|_|_| (jour/mois/année).

4- DEPENSES PREVISIONNELLES ET PLAN DE FINANCEMENT DU PROJET

DEPENSES PREVISIONNELLES D'APRES DEVIS

Ecrivez toutes les dépenses liées au projet même au-delà des plafonds.

N° d'ordre	Nature de l'investissement (1)	Poste de dépense (2)	Montant prévisionnel de l'investissement en € HT	Nom du fournisseur à l'origine du devis choisi	Devis joint <i>(Cochez si oui)</i>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>
			_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _		<input type="checkbox"/>

(1) *Veillez indiquer le descriptif du matériel (marque, modèle, ...)*

(2) *Précisez le poste de la dépense selon la nomenclature de l'appel à projet (liste).*

PLAN DE FINANCEMENT PREVISIONNEL DU PROJET

Financeurs sollicités	Montant prévisionnel en € HT
Région Normandie ou Etat (sous réserve) <i>Cocher l'un des deux périmètres :</i>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
<input type="checkbox"/> FEADER Programme de Développement Rural « Eure et Seine-Maritime »	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
<i>ou</i>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
<input type="checkbox"/> FEADER Programme de Développement Rural « Orne, Calvados et Manche »	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
AUTRES : <i>Précisez</i>	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financeurs publics (A)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Emprunt	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autres contributeurs privés	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Sous-total financeurs privés (B)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Reprise de matériel (le cas échéant)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
Autofinancement	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _
TOTAL général (A+B) = coût total du projet (C)	_ _ _ _ _ _ _ _ , _ _ _

Je demande (nous demandons) à bénéficiaire des aides :

- de soutien aux investissements en faveur de la modernisation de la filière bois au titre du Programme de Développement Rural « Eure et Seine-Maritime »,
 Ou
 de soutien aux investissements en faveur de la modernisation de la filière bois au titre du Programme de Développement Rural « Calvados, Manche et Orne ».

Je déclare (nous déclarons) et atteste (attestons) sur l'honneur (cases à cocher) :

- que l'opération n'a pas débuté au moment du dépôt de mon (notre) dossier,
 avoir pris connaissance des informations présentées dans la notice d'information, notamment en ce qui concerne les délais de réalisation de mon projet et de communication des pièces au service instructeur, les points de contrôle, les règles de versement des aides et les sanctions encourues en cas de non-respect de ces points,
 être informé et avoir pris connaissance des textes réglementaires liés à la demande et consultables au service instructeur,
 être à jour de mes (nos) cotisations sociales et fiscales,
 ne pas avoir sollicité une aide autre que celles indiquées sur ma demande sur le même projet et les mêmes investissements,
 le cas échéant, avoir obtenu l'autorisation des propriétaires du terrain sur lequel l'(les) investissement(s) sera(seront) mobilisé(s),
 avoir pris connaissance que ma (notre) demande d'aide sera sélectionnée par appel à projets et pourra être rejetée au motif que le projet ne répond pas aux priorités ou critères définis régionalement et/ou au motif de l'indisponibilité de crédits affectés à ce dispositif,
 avoir pris connaissance que ma (notre) demande sera considérée comme rejetée en l'absence de réponse de l'autorité compétente (uniquement en cas de financement par l'Etat) au-delà du délai de 8 mois à compter de la date de réception de mon dossier,
 l'exactitude des renseignements fournis dans le présent formulaire et les pièces jointes concernant ma (notre) situation et concernant le projet d'investissement
 que l'approvisionnement en bois-énergie se fait à 50% sous contrat(s) d'approvisionnement (si projets concernés).

 Je m'engage (nous nous engageons) à :

- Informer le service instructeur de toute modification de ma (notre) situation, de la raison sociale de ma (notre) structure, de mon (notre) projet ou de mes (nos) engagements ;
- maintenir en bon état fonctionnel et pour un usage conforme à la demande les investissements ayant bénéficié des aides pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final, conformément à l'article 71 du Règlement (UE) 1303/2013 ;
- rester propriétaire des investissements acquis dans le cadre de ce projet pendant une durée de cinq ans à compter de la date de paiement final, dans les conditions de l'article 71 du Règlement (UE) 1303/2013 ;
- transmettre sans délai au service instructeur la déclaration de début des travaux/investissements ;
- transmettre avant la demande de paiement du solde, le cas échéant, la copie du contrat de travail de la personne embauchée (au moins 0,5 ETP maintenu sur deux ans) ;
- me (nous) soumettre à l'ensemble des contrôles administratifs et sur place qui pourraient résulter de l'octroi d'aides nationales et européennes ;
- ne pas solliciter à l'avenir, pour ce projet, d'autres crédits (nationaux ou européens), en plus de ceux mentionnés dans le tableau « financement du projet » ;
- respecter les obligations en matière de d'information et de publicité, conformément aux modalités définies à l'article 115 et l'annexe XII du règlement (UE) n°1303/2013 du Parlement européen et du Conseil du 17 décembre 2013 ainsi que l'article 5 et à l'annexe III du Règlement (UE) n°808/2014 du 17 juillet 2014, modifié par le règlement d'exécution (UE) n°2016/669, en cas de bénéfice des aides FEADER, et conformément à la notice (page 2) en annexe du présent appel à projets concernant la publicité d'une aide de la Région ;
- réaliser l'opération présentée dans ma demande conformément aux conditions techniques et financières définies dans l'appel à projets, et la décision attributive d'aide ;
- détenir, conserver, fournir tout document ou justificatif permettant de vérifier la réalisation effective de l'opération, demandé par l'autorité compétente, pendant dix années ;
- fournir à l'autorité de gestion et/ou aux évaluateurs désignés ou autres organismes habilités à assumer des fonctions en son nom, toutes les informations nécessaires pour permettre le suivi et l'évaluation du programme ;
- si ce n'est pas déjà le cas avant la demande de subvention, à opter pour le régime simplifié d'imposition.

 Je suis informé(e) (nous sommes informés)

- qu'en cas d'irrégularité ou de non-respect de mes (nos) engagements, le remboursement des sommes perçues sera exigé, majoré d'intérêts de retard et éventuellement de pénalités financières, sans préjudice des autres poursuites et sanctions prévues dans les textes en vigueur.
- que conformément au règlement européen n°1306/2013 du 17 décembre 2013, l'Etat publie sous forme électronique la liste des bénéficiaires ayant reçu une aide du FEADER. Dans ce cadre, mes prénoms et noms (sauf si les aides publiques sont inférieures à 1250€), ma raison sociale, la mesure FEADER concernée et le montant des aides perçues seront mis en ligne pendant deux ans sur le site internet de l'Etat TelePAC. Ces informations pourront être traitées par les organes de l'Union Européenne et de l'Etat compétents en matière d'audit et d'enquête aux fins de la sauvegarde des intérêts financiers de l'Union. Cette parution se fait dans le respect de la loi « informatique et liberté » (loi n°78-17 du 6 janvier 1978).

Conformément à la loi « informatique et libertés » n°78-17 du 6 janvier 1978, vous bénéficiez d'un droit d'accès et de rectification aux informations à caractère personnel vous concernant. Si vous souhaitez exercer ce droit, veuillez vous adresser au Délégué à la protection des données personnelles du Conseil Régional de Normandie – Abbaye aux Dames – Place Reine Mathilde – CS 50523 – 14035 CAEN Cedex 1 – dpo@normandie.fr

Les destinataires des données sont la Région Normandie et l'Agence de Services et de Paiement.

En outre :

j'autorise / n'autorise pas (rayer la mention inutile) à la Région à utiliser ces données à des fins d'enquête.

j'autorise / n'autorise pas (rayer la mention inutile) la Région à m'adresser des informations sur l'évolution de ses dispositifs et sur les événements sur le thème de l'agriculture ou des ressources marines organisés par la Région.

6- LISTE DES PIÈCES JUSTIFICATIVES A FOURNIR A L'APPUI DE VOTRE DEMANDE

Pièces obligatoires	Type de demandeur concerné	Pièce jointe	Pièce déjà fournie au service instructeur	Sans objet
Exemplaire original du présent formulaire de demande d'aide complété, daté et signé par le porteur du projet	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>		
Preuve d'identité				
Carte d'identité ou passeport en cours de validité du représentant légal	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Exemplaire des statuts	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Extrait k bis récent (moins de six mois ⁷)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Autres pièces administratives				
Relevé d'identité bancaire. <i>Une copie du RIB lisible, non raturée, non surchargée est acceptée.</i>	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Promesse de travail ou projet de contrat pour 1 an minimum, de 3 donneurs d'ordres différents	Entrepreneurs de travaux forestiers	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Justificatif de levée de présomption de salariat	Entrepreneurs de travaux forestiers et tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables (cf. annexe 4)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité sociale URSSAF pour les activités en lien avec le projet faisant l'objet de la demande (pour les employeurs ou professionnels indépendants)	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Attestation de régularité fiscale (pour les entreprises individuelles ou sociétés de personnes dont les revenus sont passibles de l'impôt sur le revenu) à obtenir soit via le formulaire n°3666-SD (disponible sur le site www.impots.gouv.fr) soit en s'adressant directement aux services des impôts compétents [service des impôts des entreprises pour la TVA ; service des impôts des particuliers pour l'IR]	Tout demandeur concerné	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Pièces techniques				
Plan de financement de l'investissement et après réalisation (Cf. Annexe 2)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Compte de résultats prévisionnels après réalisation de l'investissement (Cf. Annexe 3)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Note relative à la viabilité économique de l'investissement (Cf. Annexe 1)	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Deux derniers comptes de résultats clos et bilans afférents (liasses fiscales complètes) datés, signés et approuvés par l'expert-comptable	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Accord de principe de financement de l'organisme bancaire	Si recours à un emprunt bancaire	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Pièces justificatives des dépenses prévisionnelles (devis estimatifs détaillés par équipement, incluant huile hydraulique biodégradable et non écotoxique) et argumentaire si ce n'est pas le devis le moins cher qui est retenu	Tout demandeur	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	
Preuve que des contrat(s) d'approvisionnement seront signés sur 50% de leur production.	Pour les broyeurs à plaquettes uniquement	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>
Promesse d'embauche d'un salarié d'au moins 0,5 ETP sur deux ans	Si concerné et demandant la bonification des 10%	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>	<input type="checkbox"/>

Afin de faciliter mes démarches auprès de l'administration,

j'autorise

je n'autorise pas ⁽¹⁾

l'administration à transmettre l'ensemble des données nécessaires à l'instruction de ce dossier à toute structure publique chargée de l'instruction d'autres dossiers de demande d'aide ou de subvention me concernant.

(1) Dans ce cas, je suis informé qu'il me faudra produire l'ensemble des justificatifs nécessaires à chaque nouvelle demande d'aide. Toutefois, cette option ne fait pas obstacle aux contrôles et investigations que l'administration doit engager afin de procéder aux vérifications habituelles découlant de l'application des réglementations européennes et nationales (à titre d'exemple : vérification du respect du taux maximum d'aides publiques).

7- SIGNATURE DU DEMANDEUR

Fait à _____ le |_|_|/|_|_|/|_|_|_|_|

Nom, prénom du représentant de la structure : _____

Qualité : _____

Cachet et signature :

ANNEXE 1 : NOTE RELATIVE A LA VIABILITE ECONOMIQUE DE L'INVESTISSEMENT

CHIFFRE D'AFFAIRES NET (Valeur annuelle en K€)	Rappel Dernier exercice clos	Activité prévisionnelle après investissement
vente de bois ronds		
prestations de service en exploitation forestière		
autres activités en production forestière (préciser)		
autres activités hors forêt (préciser)		
TOTAL		
dont exportation		

CLIENTELE ET DEBOUCHES

Liste des principaux clients (localisation et part dans le C.A. de l'entreprise) :

QUANTITES EXPLOITEES		Rappel dernier exercice clos			Activité prévisionnelle après investissement		
		Bois d'Œuvre (Unité :)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois énergie* (Unité :)	Bois d'Œuvre (Unité :)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois énergie* (Unité :)
Volumes achetés	par l'entreprise sur pied						
	par l'entreprise bord de route						
Volumes façonnés	par l'entreprise						
	sous-traités						
Volumes débardés	par l'entreprise						
	sous-traités						
Volumes commercialisés	vendus						
	dont exportés						

INFORMATIONS ECONOMIQUES			Bois d'Œuvre (Unité :)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois énergie* (Unité :)	Bois d'Œuvre (Unité :)	Bois d'Industrie (Unité :)	Bois énergie* (Unité :)
Prestation de services	Prix moyen de prestation	abattage						
		débardage						
		transport						
Négoce Commerce	Prix moyen d'achat	sur pied						
		bord de route						
	Prix moyen de vente	bord de route						

* Bois Buche ou plaquettes : Veuillez faire la distinction autant que possible en indiquant deux montants : l'un lié au bois buche et l'autre lié à la production de plaquettes

CARACTERISTIQUES DES COUPES :

(Précisez les conditions moyennes des coupes exploitées au cours de l'année précédente, les principales essences, les conditions topographiques, etc.)

ANNEXE 2 : PLAN DE FINANCEMENT COMPTABLE DE L'INVESTISSEMENT

Valeurs en milliers de €.		Année 1 20 .	Année 2 20 .	Année 3 20 .	TOTAL
BESOINS					
1	Total programme soumis hors taxes (pour mémoire)				
Dont	1.1. Autres investissements passés en charge d'exploitation				
	1.2. Investissements immobilisés				
2	Autres investissements hors taxes				
3*	Reconstitution du fonds de roulement				
	Augmentation du besoin en fonds de roulement				
4	Remboursements de crédits	anciens			
		nouveaux			
5	Divers (prélèvement de l'exploitant, etc.)				
A : 1 à 5	TOTAL DES BESOINS				
RESSOURCES					
1	Augmentation du capital				
2	Apports en comptes courants				
3	Cession d'actifs				
4	Prélèvement sur fonds de roulement				
5	Marge brute d'autofinancement				
6	Autres dépenses passées en charges				
7	Subventions d'équipement (à préciser) - _____ - _____ - _____				
8	Emprunts (préciser) - Banque : prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans - Banque : prêt : _____ € à _____ % sur _____ ans				
B : 1 à 8	TOTAL DES RESSOURCES				
B – A	SOLDE ANNUEL				
	Solde cumulé				

* dans le cas d'un prélèvement important de l'activité ou d'une création d'entreprise joindre une estimation du besoin en fonds de roulement.

ANNEXE 3 : COMPTES DE RESULTATS PREVISIONNELS

Valeurs en milliers de €.		Dernier exercice clos		Prévisionnel année 1 ou année en cours		Prévisionnel année 2		Prévisionnel année 3	
		20 .	%	20 .	%	20 .	%	20 .	%
CHIFFRE D'AFFAIRES NET		A							
dont exportation									
± Variation stockée		1							
Production immobilisée		2							
Achats de marchandises		3							
± Variation stock de marchandises		4							
Achats de matière première		5							
± Variation stock de matière première		6							
MARGE BRUTE (A+1+2-3-4-5-6)		B							
Autres achats et charges externes		7							
dont	Energie	7.1							
	Sous-traitance	7.2							
	Assurances	7.3							
	Loyers sur immeubles	7.4							
	Entretien	7.6							
	Autres	7.7							
VALEUR AJOUTEE (B-7)		C							
Subventions d'exploitation		8							
Charges de personnel (salaires + charges sociales)		9							
Impôts, taxes et versements assimilés		10							
EXCEDENT BRUT D'EXPLOITATION (C+8-9-10)		D							
Autres produits de gestion courante		11							
Autres charges de gestion courante		12							
Dotation aux amortissements		13							
Dotation aux provisions		14							
RESULTAT D'EXPLOITATION (D+11-12-13-14)		E							
Charges financières		15							
dont	sur dettes à court terme	15.1							
	sur long et moyen terme anciens	15.2							
	sur long et moyen terme nouveaux	15.3							
Produits financiers		16							
RESULTAT COURANT AVANT IMPÔTS (E-15+16)		F							
± Plus ou moins values sur cessions d'actifs		17							
Profits sur réintégration subvention d'équipement		18							
± Autres produits-charges exceptionnels		19							
Participation des salariés		20							
Impôts sur les bénéfices		21							
RESULTAT DE L'EXERCICE (F+17+18+19-20-21)		G							
MARGE BRUTE D'AUTOFINANCEMENT		H							
Distribution au titre de l'exercice									
Appointements des dirigeants non salariés									
Effectifs		I							



ANNEXE 4 :

**Attestation sur l'honneur portant sur le respect des obligations
légales, administratives, sociales, fiscales et comptables**

Nom – Prénom du demandeur :
Nom – Prénom du représentant légal :
Adresse :
CP- Ville :
N° SIRET :
N° fiscal :
Votre numéro fiscal figure sur votre dernier avis d'imposition, dans le cadre intitulé "vos références". Ce numéro est composé de 1-3 chiffres suivis d'une lettre.

Conformément à l'article 2 de l'arrêté du ministère de l'action et des comptes publics du 21 août 2018, pris en application de l'article 3 du décret n°2018-514 du 25 juin 2018 relatif aux subventions de l'État pour des projets d'investissement :

J'atteste sur l'honneur que l'organisme / l'entreprise que je représente est à jour de ses obligations légales, administratives, sociales, fiscales et comptables

Je prends connaissance des informations suivantes (art. L114-8 et L114-10 du code des relations entre le public et l'administration – CRPA -) :

- L'administration se procure directement auprès d'autres administrations les informations ou données justificatives de cette attestation de l'honneur.
- Le demandeur peut exercer son droit d'accès et de rectification sur les informations et données concernées.
- En cas d'impossibilité technique à l'obtention des données directement auprès d'une autre administration, il est possible que le service instructeur les réclame au demandeur
- Les échanges entre administrations se font dans les conditions suivantes (art. L114-9 ; R114-9-5 et R114-9-6 du CRPA) :
 - Sous forme électronique, par traitement automatisé assurant la traçabilité des échanges,
 - Mise en œuvre du Référentiel Général de Sécurité (RGS)

Fait à, le

Nom, prénom et signature(s) du demandeur gérant, du représentant légal ou, pour un GAEC, de chaque associé :

Cachet :